

# Projet d'ordre du jour

## Pour information

### Mercredi 20 octobre 2021 (bloc de 4 heures – heure en HAEC)

- 11:00                    **51-1 Adresse de bienvenue de la présidente et adoption de l'ordre du jour**
- 11:15                    **51-2 Rapport du Secrétariat**  
*Document du Conseil d'administration 51-2-A : Rapport d'avancement de la mise en œuvre (pour information)*  
*Document du Conseil d'administration 51-2-B : Rapport d'avancement de la sensibilisation (pour information)*
- 12:15                    **51-3 Rapport de la Banque mondiale**
- 12:30                    **51-4 Rapport du Comité de Mise en œuvre**  
*Document du Conseil d'administration 51-4-A : Le point sur l'ITIE et la transition énergétique (pour discussion)*  
*Document du Conseil d'administration 51-4-B : Demande de levée de suspension et de mise en œuvre adaptée : République centrafricaine (pour décision)*
- 13:15 – 13:45        **Pause**
- 13:45                    **51-5 Rapport du Comité de Validation**  
*Document du Conseil d'administration 51-5-A : Rapport du Comité de Validation*  
*Sont prévues:*
  - Validation du Sénégal (*pour décision*)
  - Validation du Royaume-Uni (*pour décision*)
  - Validation des Philippines (*for discussion*)
- 15:00                    **Fin du premier jour**

### Jeudi 21 octobre 2021 (bloc de 4 heures – heures en HAEC)

- 11:00                    **51-6 Rapport du Comité de Sensibilisation et de Candidature**

*Document du Conseil d'administration 51-6-A : Évaluation de la candidature du Gabon à l'ITIE (pour décision)*

- 11:30                    **51-7 Rapport du Comité de Gouvernance et de Supervision**  
*Document du Conseil d'administration 51-7-A : Recommandations émanant de l'évaluation des attentes à l'égard des entreprises (pour décision)*
- 12:30 – 13:00        **Pause**
- 13:00                    **51-8 Rapport du Comité des Finances et du Comité de Gouvernance**  
*Document du Conseil d'administration 51-8-A : Projet de Plan de travail 2022 du Secrétariat international (pour discussion)*
- 14:30                    **Prochaine réunion du Conseil d'administration et questions diverses**
- 15:00                    **Fin de la seconde journée**

## Résumé des actions provenant des réunions antérieures du Conseil d'administration

Point à l'ordre du jour	Action	Statut
<b>Éléments d'action provenant de la 50e réunion du Conseil d'administration, virtuelle</b>		
50-2-A	Le Secrétariat doit surveiller l'évolution de la situation au Tchad, au Mali et au Myanmar, tenir le Conseil d'administration informé et conseiller le Comité de réponse rapide et le Comité de mise en œuvre sur les mesures à prendre au besoin.	En cours
50-2-A	Le Secrétariat doit partager des informations sur les éléments liés à la COP26 ainsi que d'autres mises à jour sur les progrès du travail concernant les implications de la transition énergétique dans son soutien à la mise en œuvre.	Complétée
50-4	Le résumé des résultats du sondage doit être distribué avec la prochaine circulaire du Conseil d'administration.	Complétée
50-4	Le Secrétariat doit publier une nouvelle sur l'évaluation immédiatement après la réunion de juin du Conseil d'administration	Complétée
50-4	Le Secrétariat doit assurer le suivi auprès des entreprises en ce qui concerne les résultats de l'évaluation et le partage des pratiques exemplaires	Complétée
50-4	Le collège des entreprises doit recommander au CGS d'améliorer les progrès réalisés pour répondre aux attentes et de réviser les attentes, afin que le CGS présente des recommandations à la réunion du Conseil d'administration d'octobre	En cours
50-4	Le CGS doit présenter un document apportant des recommandations pour la réunion du Conseil d'administration d'octobre sur a.) l'évaluation du processus d'évaluation (coûts/avantages/échancier pour les évaluations futures), b.) la façon de traiter les cas où les entreprises soutenant l'ITIE ne répondent pas aux attentes. c.) les changements apportés aux attentes et d.) le soutien supplémentaire du Secrétariat en vue d'améliorer les progrès réalisés dans le respect des attentes.	
50-4	Le CGS doit examiner la demande visant à publier l'Annexe A du document et doit présenter sa recommandation à la réunion du Conseil d'administration d'octobre	Complétée
50-5	Le Secrétariat doit mettre à jour et perfectionner les documents d'orientation, destinés aux pays mettant en œuvre l'ITIE, portant sur l'assouplissement de la déclaration et les approches alternatives à la déclaration par l'entremise du Comité de mise en œuvre.	En cours
50-5	Le Secrétariat doit partager les enseignements tirés avec le Conseil d'administration au sujet de l'approche d'assouplissement de la déclaration et du projet pilote au début de 2022.	A considérer début 2022.
50-6	La présidente doit écrire aux gouvernements de l'Arménie, de l'Allemagne, du Nigeria et de la Norvège pour les informer de la décision du Conseil d'administration	Complétée
50-6	Le Secrétariat doit publier les résultats des Validations de l'Exigence 2.5 en Arménie, en Allemagne, au Nigeria et en Norvège, y compris les documents à l'appui	Complétée
50-8	La prochaine Conférence mondiale de l'ITIE doit se tenir en présentiel en 2023.	En cours
50-8	L'Assemblée générale des membres doit se tenir virtuellement en juin 2022.	En cours
50-8	Le mandat de la présidente actuelle et des membres actuels du Conseil d'administration est prorogé d'un an jusqu'en juin 2023, ce qui nécessite une approbation lors de l'Assemblée générale des membres.	En cours
<b>Éléments d'action provenant des réunions antérieures du Conseil d'administration qui sont en cours d'exécution</b>		
49-4-A	Le Secrétariat international élaborera des lignes directrices sur les prêts adossés à des ressources, en collaboration avec le Groupe de travail sur le commerce des matières premières, et dans le cadre du plan de travail du Comité de Mise en œuvre.	En cours
49-4-A	Le Secrétariat international préparera un document à l'intention du Comité de Mise en œuvre sur les enseignements tirés de l'assouplissement de l'exigence de rapportage ITIE et le projet pilote sur les alternatives aux rapports.	En cours
49-5-C	Le Secrétariat international intégrera les actions qui sont décrites dans le document du Conseil d'administration 49-5-C : Soutien à l'engagement efficace de la société civile dans l'ITIE dans son travail d'appui à la mise en œuvre, de formation et son programme d'élaboration de lignes directrices.	En cours
49-8-A	Chaque collège devra s'assurer que les lignes directrices sont mises à jour et publiées avant la réunion du Conseil d'administration du mois de juin.	En cours
49-8-B	Le Comité de Gouvernance et de Supervision étudiera la possibilité de procéder à une analyse similaire au niveau des autres collèges.	En cours

48-2-B	Le Secrétariat international devra renforcer le soutien aux pays mettant en œuvre l'ITIE en matière de collecte de fonds et de mise en œuvre rentable et encourager l'apprentissage par les pairs entre les pays.	En cours
48-2-C	Le Secrétariat international devra apporter son soutien à la Guinée équatoriale dans la préparation d'une nouvelle demande de candidature, le cas échéant, et envisager une éventuelle évaluation de l'espace civique en Guinée équatoriale, avec le soutien des membres du Conseil d'administration et de la société civile, des entreprises et d'autres parties prenantes.	En cours
48-4-A	Le Secrétariat international devra aider les pays mettant en œuvre l'ITIE à adopter les mesures figurant dans le document du Conseil d'administration 48-4-A et encourager des approches innovantes en matière de déclaration.	En cours
48-4-B	Le Secrétariat international devra poursuivre ses efforts de collecte de fonds pour soutenir ses travaux sur la transition énergétique et pour sensibiliser les pays et partenaires intéressés par une mise en œuvre de l'ITIE.	En cours
48-4-C	Le Secrétariat international devra rédiger les Termes de Référence et recruter un consultant dûment qualifié pour l'examen indépendant, avec la contribution du Comité de Mise en œuvre	Complétée
48-4	Le Comité de Gouvernance et de Supervision devra étudier les aspects d'un examen organisationnel à même d'être traités dans le cadre du plan de travail du comité.	En cours
48-7-A	Le Comité de Validation devra préparer les modifications aux Sections 4 et 5 de la Norme ITIE 2019, de manière à refléter le projet d'ébauche convenu pour un nouveau modèle de Validation.	Complétée
48-9	Le Secrétariat et le Comité de Réponse Rapide devront suivre de près la situation au Myanmar.	En cours
47-2-B	Le Secrétariat international doit intensifier la diffusion de la Note d'orientation n°30 sur une mise en œuvre de l'ITIE tenant compte du genre ; en temps utile, il informera le Conseil d'administration de l'avancée d'un projet d'événement sur le genre et le secteur extractif, qui se tiendrait en marge d'une réunion du Conseil d'administration en 2021.	Complétée
47-2-B	Le Secrétariat international doit suivre la situation au Mali et en RDC, assurer le contact avec les parties prenantes nationales et soumettre les rapports correspondants au Conseil d'administration.	En cours
47-2-C	Le Secrétariat international doit suivre et examiner attentivement la demande de candidature de la Guinée équatoriale.	En cours
47-3	Le GBM doit travailler avec ses bureaux nationaux pour communiquer la disponibilité de l'appui aux financements.	En cours
47-4-A	Le Secrétariat international doit appliquer les recommandations telles qu'é émises par le Document du Conseil d'administration 47-4-A, notamment pour améliorer les directives destinées aux pays mettant en œuvre l'ITIE et mettre en place un cadre de mesure des résultats	En cours
47-5	Le CCS doit étudier les progrès de l'application des critères d'adhésion et déterminer si une nouvelle clarification sera nécessaire en 2021.	A considérer en 2021
46-1	Le Comité de Gouvernance et de Supervision se penchera sur les questions liées à la gouvernance interne de l'ITIE concernant en particulier la lutte contre la corruption.	En cours
46-3	Le Secrétariat international travaillera avec l'équipe EGPS et les chefs d'équipe de projet de la BM afin de fournir un soutien coordonné aux pays mettant en œuvre l'ITIE pour faciliter leur demande de financement au titre de l'EGPS.	En cours
46-4-A	Le Secrétariat international communiquera les décisions du Conseil d'administration aux pays concernés en termes positifs, en reconnaissant en particulier les efforts.	En cours
46-5-B	Le Secrétariat international effectuera une mission en Guinée équatoriale afin de recueillir des informations supplémentaires et les points de vue des diverses parties prenantes.	En cours
46-7	Il est demandé aux Coordonnateurs de recueillir les observations de leur collègue respectif sur la mise à jour et l'application des directives relatives aux collèges comme suite à l'Assemblée générale des membres de l'ITIE.	En cours
45-2-A	Le Secrétariat devra actualiser les estimations budgétaires pour les activités liées à la propriété effective dans les pays et les communiquer au Conseil d'administration pour information.	En cours
43-2-B	Le Secrétariat international réunira les partenaires au développement dans les principaux pays confrontés à une baisse des contributions.	En cours
41-4-A	L'ITIE déploiera un effort ciblé en matière de transparence des entreprises d'État afin de travailler de plus près avec ces dernières à l'amélioration de leurs divulgations dans les	En cours

		pays de l'ITIE et au-delà. Cet effort sera mené en étroite collaborat	
41-4-B		Le Conseil d'administration poursuivra son appui aux pays mettant en œuvre l'ITIE et aux entreprises d'État afin d'assurer des divulgations systématiques sur la vente des parts de pétrole, de gaz et de minéraux de l'État, y compris dans les nouveaux pays qui participent à cet effort.	En cours
41-4-B		Sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires, le Conseil d'administration poursuivra son appui à la transparence du commerce des matières premières à l'échelle mondiale, au travers d'activités de sensibilisation auprès des gouvernements, des entreprises d'État et des négociants en matières premières	En cours
<b>Décisions prises par le biais des circulaires du Conseil d'administration après la 50e réunion du Conseil d'administration</b>			
BC 307	02.06.2021	Le Conseil d'administration de l'ITIE accepte la demande de mise en œuvre adaptée soumise par le Groupe multipartite ukrainien relativement à la couverture du secteur extractif dans les régions de Donetsk et de Luhansk, ainsi qu'en Crimée. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 308	08.06.2021	Rinaldo JEANTY, directeur général de Ressources naturelles Canada, remplace Mallika NANDURI BHATT en tant que membre du Conseil d'administration représentant le sous-collège des pays soutenant l'ITIE. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 308	08.06.2021	Lawrence DECHAMBENOIT, directeur des affaires extérieures de Rio Tinto, remplace Alex GUAQUETA en tant que membre du Conseil d'administration représentant le sous-collège des entreprises minières du collège des entreprises extractives. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 309	01.07.2021	Le procès-verbal de la 50e réunion du Conseil d'administration qui a eu lieu le 9 et 10 juin est adopté. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 310	23.07.2021	La suspension du Cameroun est levée à compter du 23 juillet 2021. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 310	23.07.2021	La Guinée peut prétendre à une prorogation du commencement de la Validation. La Validation démarrera le 1er octobre 2021. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 310	23.07.2021	Le Libéria peut prétendre à une prorogation de l'échéance de sa Validation. La Validation démarrera le 1er janvier 2022. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 310	23.07.2021	Le Timor-Leste peut prétendre à une prorogation de l'échéance de sa Validation. La Validation démarrera le 1er janvier 2022. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 310	23.07.2021	Le début de la Validation du Guyana est reporté de trois mois, au 1er octobre 2021. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 310	23.07.2021	La République kirghize peut prétendre à une prorogation de l'échéance de rapportage pour l'exercice comptable du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019. L'échéance de publication du rapport en suspens est prorogée au 30 juin 2022. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 310	23.07.2021	Le Malawi peut prétendre à une prorogation de l'échéance de rapportage pour l'exercice comptable du 1er juillet 2018 au 31 juin 2019 et à une prorogation de l'échéance de sa Validation. L'échéance de la publication du rapport en suspens est prorogée au 30 décembre 2021 et la Validation démarrera le 1er janvier 2022. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 310	23.07.2021	Le Conseil d'administration de l'ITIE convient de publier l'Annexe A du Document du Conseil d'administration 50-4 Évaluation de l'adhésion aux attentes à l'égard des entreprises soutenant l'ITIE : résultats et recommandations. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 312	03.09.2021	Kimberly HARRINGTON, directrice du Bureau de l'analyse des politiques et de la diplomatie publique au Bureau des ressources énergétiques du Département d'État des États-Unis, succède à Erin KOTHEIMER en tant que suppléante de Rinaldo JEANTY, représentant le sous-collège des pays soutenant l'ITIE. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 312	03.09.2021	Le Guatemala peut prétendre à une prorogation de l'échéance de rapportage pour l'exercice comptable du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019. L'échéance pour la publication du rapport en suspens est prorogée au 31 août 2021. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 312	03.09.2021	La Sierra Leone peut prétendre à une prorogation du commencement de sa Validation. La Validation démarrera le 1er avril 2022. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 312	03.09.2021	Le Suriname peut prétendre à une prorogation de l'échéance de rapportage pour l'exercice comptable du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019. L'échéance pour la publication du rapport en suspens est prorogée au 31 décembre 2021. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 312	03.09.2021	Le Tchad peut prétendre à une prorogation du commencement de sa Validation. La Validation démarrera le 1er avril 2022. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 313	05.10.2021	François GAVE, Représentant spécial pour la responsabilité sociale des entreprises et la dimension sociale de la mondialisation au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, France, pour succéder à Odile ROUSSEL en tant que membre suppléant du Conseil d'administration représentant le sous-collège des pays soutenant l'ITIE. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	
BC 313	05.10.2021	La 52e réunion du Conseil d'administration se tiendra les 16 et 17 février 2022. Plus d'information <a href="#">ici</a> .	